



Maîtrise d'ouvrage publique et gestion des terres excavées

Colloque UCIE – 5 juin 2009

L'exemple du Grand Lyon



Sommaire

- **1. Rappel du contexte réglementaire**
- **2. Aspects techniques**
- **3. Illustrations par des exemples**
- **4. Les enjeux financiers pour le Grand Lyon**
- **5. Les perspectives d'action**

Préambule

- **gestion des terres décaissées \neq gestion des risques sanitaires**
- **en milieu urbain, c'est la gestion des terres décaissées et non la gestion des risques sanitaires qui pose problème et génère des coûts pour le maître d'ouvrage**

1. Rappel du contexte réglementaire

- **arrêté du 15/03/2006 définissant les critères d'une terre inerte.**
- **renforcement du contrôle au niveau des gestionnaires de décharges.**
- **le producteur de la terre (du déchet) reste responsable de son devenir (le maître d'ouvrage).**

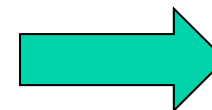
2. Aspects techniques

- **l'arrêté du 15/03/2006 a introduit de nouveaux paramètres précédemment non analysés « classiquement » : antimoine, fraction soluble par exemple**
- **origine industrielle de l'antimoine ?**
- **que contient la fraction soluble ?**
- **échantillon analysé après broyage : représentatif de la réalité « in situ » ?**

3. Illustrations par des exemples

■ STEP Feyssine

- décaissement de 93 000 m³
- pas d'activité industrielle historique
- présence de remblais divers et hétérogènes
- échantillonnage par maille. Chaque échantillon est représentatif d'un volume de 500 m³ avec subdivision locale à 250 m³
- nappe : aucun impact en antimoine, sulfates, chlorures (ou autres éléments majeurs) constaté au droit du site



Maîtrise d'ouvrage publique et gestion des terres décaissées : l'exemple du Grand Lyon

- Bilan : 72 000 m³ inerte, 21 000 m³ non inerte avant criblage (15 000 m³ après criblage)
- 52 mailles sur 68 déclassées pour le Sb ou la FS uniquement (ou les deux)
- soit environ 12 000 m³ non inerte pour les seuls Sb et FS (1,6 millions d'euros de coût de mise en décharge de K2 pour ces deux seuls paramètres)

■ Solutions retenues :

- ☐ criblage de 100% des terres décaissées
- ☐ évacuation des terres (K2) non inertes impactées par des polluants de type : HAP, PCB, HCT (environ 2 000 m³ à ce stade)
- ☐ maintien des terres au droit du site dans l'attente d'un probable remblaiement autour des bassins
- ☐ utilisation d'un nœud routier pour remblaiement (6 500 m³)

Maîtrise d'ouvrage publique et gestion des terres décaissées : l'exemple du Grand Lyon



GRAND LYON
communauté urbaine

Maîtrise d'ouvrage publique et gestion des terres décaissées : l'exemple du Grand Lyon



GRAND LYON
conseils en urbanisme

■ Voirie nouvelle Lyon 7ème

- longueur de la voirie : 300 m
- largeur : 16 m
- présence de remblais (mélange terre – scories)
- décaissement d'environ 4 000 m³ dont 2 500 m³ non inertes (80% des terres déclassées pour le seul antimoine).
- montant « travaux voirie » : 900 000 €
- montant « travaux dépollution » : 400 000 € (soit 44% du total)

4. Les enjeux financiers pour le Grand Lyon

- Toutes les directions sont concernées par la problématique (maître d'ouvrage, aménageur, négociations foncières).
- Peu de solutions alternatives au décaissement
- Peu de solutions alternatives à la mise en décharge

Maîtrise d'ouvrage publique et gestion des terres décaissées : l'exemple du Grand Lyon

- en tant que maître d'ouvrage, le Grand Lyon va décaisser entre 1,5 et 2 millions de m³ sur le mandat (2008 – 2014)
- par tranche de 10% de terres non inertes de ce volume total, le coût de traitement atteindrait 20 M d'euros (mise en décharge).

5. Les perspectives d'actions

- **Faire évoluer la réglementation : des actions sont menées (Ministère) mais peu efficace et juridiquement compliqué et long (issu d'une directive européenne)**
- **Permettre la création de centres fixes de prétraitement de terres (ou de traitement – inertage)...Diminution du volume de terres mises en décharge (et donc du coût) attendue.**

Maîtrise d'ouvrage publique et gestion des terres décaissées : l'exemple du Grand Lyon

- Recenser tous les sites susceptibles d'accueillir ce type de terres (faiblement non inertes)
- Maintenir prioritairement ce type de terres au droit du site et/ou stocker les terres sous voirie, parking...(ex de l'Ecopôle / SPLA)
- Imposer dans les cessions et dans les cahier des charges de projets des contraintes spécifiques d'aménagement (maintien des terres au droit des sites)